

Votre pension avec le gouvernement Arizona

Nous présentons ci-dessous les mesures en matière de pension telles qu'elles ont été approuvées par le Parlement à la fin du mois de mai 2026. Ces mesures seront appliquées par le Service fédéral des Pensions à partir de 2027 et sont (en principe) définitives. Toutefois, la FGTB contestera les différentes mesures devant la Cour constitutionnelle. La réforme des pensions du Ministre Jambon n'a donc pas fini de faire parler d'elle sur le plan juridique.



MESURES D'ÉCONOMIES DU MINISTRE JAMBON DANS LES PENSIONS : QUEL IMPACT SUR VOTRE DATE DE PENSION ?

Quelle est votre date de pension la plus proche ?

La date de pension la plus proche est la date à laquelle vous remplissez les conditions pour bénéficier d'une pension anticipée ou celle à laquelle vous atteignez l'âge légal de la pension. L'âge légal de la pension est l'âge auquel tout travailleur peut prendre sa pension légale, indépendamment du nombre d'années de carrière au compteur et sans risque de malus Jambon. Pour les personnes nées en 1964 et après, l'âge légal de la pension est de 67 ans.

Quels impacts les plans de Jan Jambon ont-ils sur votre date de pension ?

Les économies dans les pensions proposées par le ministre Jambon entraînent 3 grands changements :

1. Le travailleur qui prendra, à partir de 2027, sa pension avant l'âge légal de pension, risque un malus Jambon de 2%, 4% ou 5% par année d'anticipation par rapport à l'âge de la pension. Seuls les travailleurs qui rempliront ladite « condition de travail » de 35 « années effectives » (avec chaque année au moins 156 jours travaillés) et 7.020 jours de travail effectif (= en moyenne 45 années à mi-temps) pourront encore partir à la pension anticipée sans malus.
2. La définition d'une année de carrière est modifiée pour l'accès à la pension anticipée. Là où 104 jours travaillés ou assimilés (=4 mois d'équivalents temps plein) suffisent aujourd'hui pour qu'une année compte pour la pension anticipée, à partir de 2027, il faudra 156 jours travaillés ou assimilés (=6 mois d'équivalents temps plein). Important, la nouvelle définition vaut aussi pour les années de

carrière du passé. Les travailleurs(euses) voient les règles du jeu être modifiées en cours de route. La première année de carrière continue toutefois à être prise en compte à partir de 104 jours travaillés ou assimilés (= règle actuelle).

3. A partir de 2027, il y aura une nouvelle porte d'accès à la pension anticipée après 42 années de carrière « effectives ». Chaque année devra compter 234 jours travaillés (=9 mois d'équivalents temps plein). Seuls les jours de chômage temporaire, de repos de maternité et de service militaire sont assimilés à des jours travaillés. Le congé naissance ou le congé parental ne compteront pas comme des jours travaillés pour la nouvelle porte d'accès (voir plus loin).

Le travailleur qui remplit les conditions pour la pension anticipée en 2025 ou 2026, mais décide de continuer à travailler, maintient en 2027 et après son droit à la pension anticipée selon les « anciennes » règles (càd sans malus Jambon).

Outre les « réformes » susmentionnées qui s'appliquent aux trois régimes de pension, le ministre Jambon prévoit encore des mesures spécifiques pour le secteur public :

1. Les âges de pension spécifiques pour les militaires (dans la plupart des cas 56 ans) et les conducteurs de train/accompagnateurs SNCB (à partir de 55 ans, mais à des conditions strictes) disparaissent.
2. Pour les fonctionnaires nommés avec une fraction de carrière préférentielle, ledit « coefficient d'augmentation » disparaît, ce qui implique qu'ils devront travailler environ deux ans de plus. Seul le personnel enseignant et les personnes relevant de la notion de « services actifs » conservent un léger avantage pour la pension anticipée.

Quel pourcentage de malus Jambon risquez-vous pour votre pension anticipée ?

Le pourcentage du malus Jambon dépend de l'année de naissance :

- Année de naissance 1961-1965 : malus de 2 % par an ;
- Année de naissance 1966-1974 : malus de 4 % par an ;
- Année de naissance 1975 et plus tard : malus de 5 % par an.

À titre illustratif, une personne née en 1966 et qui prend sa pension à 62 ans soit 5 ans avant l'âge légal de la pension risque, en cas de pension anticipée, un malus de 20 % ou 5 x 4 %. Cela signifie que pendant toute la durée de sa pension, son montant sera amputé de ces 20 %. Les travailleurs qui remplissent la « condition de travail » sont dispensés de malus en cas de pension anticipée.

Les travailleurs qui continuent à travailler après l'âge légal de la pension et qui remplissent la « condition de

travail » peuvent se constituer un bonus pension. Celui-ci dépend également de l'année de naissance:

- Année de naissance 1962 et plus tôt : bonus de 2 % par an ;
- Année de naissance 1963-1972 : bonus de 4 % par an ;
- Année de naissance 1973 et plus tard : bonus de 5 % par an.

Quelles différences entre les règles actuelles et les règles futures pour la pension anticipée ?

Le tableau ci-dessous présente les différences entre les règles actuelles et futures pour la pension anticipée. Les nouvelles règles, dont le malus Jambon, entreront en vigueur en janvier 2027. Le nouveau bonus exprimé en pourcentage pourra être constitué à partir de 2026.

Tableau: Conditions d'accès à la pension anticipée : actuelles vs nouvelles

Âge	Année d'entrée	Condition de carrière	Condition par année civile	Malus Jambon ?
60	Règles actuelles	44 années de carrière	104 jours travaillés ou assimilés	Pas de malus en cas de pension anticipée
	Nouvelles règles (à partir de 2027)	44 années de carrière OU 42 années de travail « effectif »	156 jours travaillés ou assimilés (Première année de carrière : 104 jours) 234 jours travaillés	En l'absence de 35 années travaillées (156 jours /an) ET de 7020 jours travaillés Dispense automatique
61-62	Règles actuelles	43 années de carrière	104 jours travaillés ou assimilés	Pas de malus en cas de pension anticipée
	Nouvelles règles (à partir de 2027)	43 années de carrière OU 42 années de travail « effectif »	156 jours travaillés ou assimilés (Première année de carrière : 104 jours) 234 jours travaillés	En l'absence de 35 années travaillées (156 jours /an) ET de 7020 jours travaillés Dispense automatique
63-64-65	Règles actuelles	42 années de carrière	104 jours travaillés ou assimilés	Pas de malus en cas de pension anticipée
	Nouvelles règles (à partir de 2027)	42 années de carrière	156 jours travaillés ou assimilés (Première année de carrière : 104 jours)	En l'absence de 35 années travaillées (156 jours /an) ET de 7020 jours travaillés
66	Règles actuelles	Année de naissance 1963 et avant : pas de condition de carrière Année de naissance 1964 et après : 42 années de carrière	104 jours travaillés ou assimilés	Pas de malus en cas de pension anticipée
	Nouvelles règles (à partir de 2027)	Année de naissance 1963 avant : pas de condition de carrière Année de naissance 1964 et après : 42 années de carrière	156 jours travaillés ou assimilés (Première année de carrière : 104 jours)	Pas de malus, possibilité de constitution d'un bonus de pension En l'absence de 35 années travaillées (156 jours/an) ET de 7020 jours travaillés
67 en ouder	Règles actuelles	Pas de condition de carrière		Pas de malus
	Nouvelles règles (à partir de 2027)	Pas de condition de carrière		Pas de malus, possibilité de constitution d'un bonus de pension

MESURES D'ÉCONOMIES DU MINISTRE JAMBON: QUEL IMPACT SUR VOS PÉRIODES ASSIMILÉES?

Les périodes assimilées : de quoi s'agit-il ?

Il s'agit de périodes pour lesquelles aucun salaire n'a été payé, mais pour lesquelles vous vous constituez, malgré tout, des droits de pension. En général, il s'agit de périodes d'inactivité involontaire (pensons à la maladie et au chômage) et de périodes de tâches de soins (congé de maternité et congé parental).

Comment les périodes assimilées sont-elles prises en compte pour la constitution de la pension ?

Chaque période assimilée est prise en compte différemment pour la pension. Selon la période :

- Soit au « salaire fictif normal », c'est-à-dire que vous vous constituez votre pension sur la base du dernier salaire gagné avant la période assimilée ;
- Soit au « salaire fictif limité », c'est-à-dire au salaire annuel minimum garanti de 33.418,99 €/an.

Quelles mesures d'économie le ministre Jambon réalise-t-il sur les périodes assimilées ?

Les mesures d'économie du ministre Jambon rabotent fortement les périodes assimilées. Les plans du ministre les impactent quasiment toutes. Le tableau ci-dessous reprend, en rouge, les mesures d'économies en question. Seule l'assimilation pour le chômage temporaire, le congé de maternité et le service militaire est intégralement maintenue. La **principale mesure d'économies** du ministre Jambon concerne le « **plafond** » (ou la limitation) de la part des périodes assimilées. Pour les personnes nées en 1968 et après, cette part dans la carrière totale ne peut pas dépasser 20 %. Pour les cohortes plus âgées, un plafond proportionnel plus élevé s'applique. En cas de dépassement de ce plafond, ces périodes ne seront plus prises en compte pour la constitution de la pension. Ce plafond s'applique aux assimilations liées au chômage

et à la fin de carrière. Dans le cadre du « cap 20 % », le statut des emplois de fin de carrière n'est pas encore totalement clarifié. Important, le « plafond de 20% » vaut aussi pour les années de carrière du passé. Les travailleurs(euses) voient les règles du jeu être modifiées en cours de route.

Le ministre Jambon introduit parallèlement de **nouvelles « conditions de travail »** ou **conditions de « travail effectif »**, à savoir pour être dispensé du malus de pension et pour la nouvelle porte d'accès à la pension anticipée après 42 ans de travail effectif. Pour l'exonération du malus Jambon, les périodes de chômage temporaire, de service militaire, les jours de maladie, le repos de maternité et les congés de soins sont pris en compte dans la condition de travail. Les jours de maladie ne sont toutefois pas pris en compte pour la constitution du nouveau bonus pension.

Pour la nouvelle porte d'accès à la pension anticipée, les jours de chômage temporaire, de service militaire et de repos de maternité sont assimilés à des jours travaillés, contrairement aux congés de soins (dont le congé parental).

La condition d'accès existante à la pension minimum garantie est assouplie. Désormais, les périodes de maladie sont intégralement prises en compte pour la condition de « travail effectif » du droit à la pension minimum.

Enfin, à partir du 1er février 2025, le principe général d'application est que **les périodes de chômage et de fin de carrière** (RCC- emploi de fin de carrière) sont assimilées à un « **salaire fictif limité** ». Seuls les jours de chômage temporaire et, en cas de poursuite du travail jusqu'à l'âge légal de la pension, les jours non travaillés dans le cadre d'emplois de fin de carrière restent assimilés au « salaire fictif normal ». Attention, en cas de pension anticipée, l'intégralité de la période sans travail dans le cadre d'un emploi de fin de carrière sera assimilée au salaire fictif limité.



	Pour le calcul de la pension			Pour les conditions de travail		
	Règles actuelles	Après les mesures d'économie du ministre Jambon	Relèvent du plafond de 20%?***	Pension minimum garantie***	Exonération du malus pension	Pension anticipée 42 a. de travail effectif?***
Temps partiel avec maintien des droits	Avec AGR *: salaire fictif normal** Sans AGR : salaire fictif limité** (1560 jours) (A.p.d. 50 ans : salaire fictif normal)	Salaire fictif limité	NON	NON	NON	NON
Chômage involontaire	1ère année : salaire fictif normal A.p.d. 2ème année : salaire fictif limité	Salaire fictif limité	OUI	NON	NON	NON
Chômage temporaire	Salaire fictif normal	Salaire fictif normal	NON	OUI	OUI	OUI
RCC (« pré-pension »)	Règle générale = salaire fictif limité Rémunération fictive normale en cas de métier pénible, de restructuration et de RCC médical	Salaire fictif limité	OUI	NON	NON	NON
Emplois de fin de carrière	Règle générale = salaire fictif limité Salaire fictif normal si métier pénible & 312 premiers jours à.p.d. 60ème anniversaire	Salaire fictif limité en cas de pension anticipée Si travail jusqu'à l'âge légal de la pension : 312 jours au salaire fictif normal	OUI	NON	NON	NON
Maladie et invalidité / Handicap / Accident du travail / Maladie professionnelle	Salaire fictif normal	Salaire fictif normal	NON	OUI	OUI	NON
Repos de maternité	Salaire fictif normal	Salaire fictif normal	NON	OUI	OUI	OUI
Congés pour soins thématiques (dont le congé parental)	Salaire fictif normal	Salaire fictif normal	NON	OUI	OUI	NON
Crédit-temps avec motif de soins	Salaire fictif normal Salaire fictif limité en cas d'interruption à temps plein à partir de 58 ans	Salaire fictif normal Salaire fictif limité en cas d'interruption à temps plein à partir de 58 ans	NON	NON (sauf soins palliatifs & soins à un enfant porteur d'un handicap)	OUI	NON
Crédit-temps avec motif d'éducation	Salaire fictif normal Salaire fictif limité en cas d'interruption à temps plein à partir de 58 ans	Salaire fictif normal Salaire fictif limité en cas d'interruption à temps plein à partir de 58 ans	NON	NON	NON	NON

*AGR = allocation de garantie de revenus

**« salaire fictif normal », c'est-à-dire que vous vous constituez votre pension sur la base du dernier salaire gagné avant la période assimilée ;

« salaire fictif limité », c'est-à-dire au salaire annuel minimum garanti de 32.764,09 €/an

***Cela s'applique à toutes les années de carrière passées et futures.